

## Comment la plus grande catastrophe de l'histoire moderne est arrivée

À propos des *Somnambules* de Christopher Clark

Hervé Dumez

i3-CRG École polytechnique CNRS Université Paris-Saclay

On ne sort pas indemne de la lecture de ce livre de 927 pages, passionnant de bout en bout et qui s'est imposé comme un classique en quelques années (la première parution datant de 2012).

Il se propose de comprendre ce qui se joue en quelques semaines, fin juin et juillet 1914, dans l'espace de temps qui sépare l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse à Sarajevo et l'entrée dans le conflit, une guerre qui, comme l'a noté Churchill, va en réalité durer trente ans et générer les horreurs du XX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

Mais qu'y a-t-il à comprendre ? Nous pensons tout savoir sur ces événements depuis les cours d'histoire que nous avons eus au lycée : l'archiduc Ferdinand et son épouse sont assassinés à Sarajevo ; la double monarchie austro-hongroise en profite pour se débarrasser de la petite Serbie en lui adressant un ultimatum inacceptable par elle ; la Russie, qui se voit comme le soutien des Slaves en Europe, encourage la Serbie à refuser l'ultimatum, ce qui va conduire à une guerre serbo-austro-hongroise ; l'Allemagne soutient l'Autriche-Hongrie et la France la Russie. Lorsque les troupes allemandes entrent en Belgique, l'Angleterre se joint à la France et à la Russie. Les alliances qui se sont construites à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ont créé les engrenages de cette mécanique infernale que l'événement de Sarajevo a mis en mouvement.

Il est impossible de résumer un livre de près de mille pages mais son intérêt consiste à montrer que les choses sont infiniment plus complexes et que la plupart des certitudes que nous avons sont extrêmement fragiles. C'est en quoi il plonge le lecteur dans un trouble profond. La thèse, exprimée dans le titre, est que les acteurs sont entrés dans la guerre comme des somnambules, sans savoir ce qu'ils faisaient. En cela réside l'effroi de cette lecture : peut-être le processus n'est-il pas si unique, peut-être, en ce sens, des événements de nature analogue peuvent-ils se reproduire. L'advenue de

1. Christopher Clarke fait remarquer qu'il existe, sur la Première Guerre mondiale et même sur son déclenchement, une telle masse de documents et d'archives, de livres et d'articles, qu'il est impossible à un historien de les avoir tous lus. Une vie entière n'y suffit pas.



cette première guerre mondiale semble superposer des couches qui, à un moment, cristallisent de manière à la fois attendue et inattendue, sous la forme d'un mélange de déterminisme et d'aléatoire. En simplifiant l'analyse, ce compte rendu qui n'en est pas un va s'efforcer de donner une idée de ce qui s'est passé.

### **L'attentat**

L'attentat lui-même est un nœud complexe de dimensions enchevêtrées. La victime, l'archiduc, est l'héritier du trône des Habsbourg. C'est plutôt un modéré dont on s'attend à ce qu'il donne une autonomie plus grande aux nationalités qui peuplent la double monarchie. Comme le note l'auteur, les terroristes cherchent la radicalisation et leurs cibles sont précisément les modérés. Celui-ci est irritable, assez brouillon, s'entend mal avec François-Joseph, et il est plutôt impopulaire en Autriche du fait de ses idées, et encore plus en Hongrie. À Sarajevo, François-Ferdinand est accompagné de son épouse. Celle-ci est évidemment noble, mais pas d'une famille ayant donné des souverains européens. Le mariage a donc été très difficilement admis par l'empereur et la cour, et l'archiduchesse n'est pas autorisée à apparaître dans les cérémonies officielles aux côtés de son époux. Mais ce jour-là est celui de leur anniversaire de mariage et elle a insisté pour passer la journée avec lui. Le responsable des troupes autrichiennes a refusé de disposer un cordon de soldats sur le trajet du couple princier parce qu'il ne voulait pas qu'ils aient à rendre les honneurs à cette archiduchesse qui, à ses yeux comme à ceux de beaucoup de responsables autrichiens, ne l'est pas. De toute façon, les dispositifs de sécurité insupportent son mari.

Le couple se déplace dans une voiture dont la capote est repliée : les jours précédents, il a fait un temps exécrable mais, ce jour-là, malheureusement, un soleil magnifique est revenu.

La Bosnie-Herzégovine (il faudrait dire la Bosnie et l'Herzégovine, cette dernière étant une autre région et non pas un qualificatif de la première comme on le pense parfois) a été annexée quelques années auparavant par la double monarchie austro-hongroise. Les autres puissances ont tacitement donné leur accord. Mais la région comporte une forte minorité serbe.

Le jour choisi pour la visite est malheureux : il s'agit de la date anniversaire de la bataille du champ des Merles, qui a vu au Kosovo les Serbes chrétiens défaits par les Ottomans en 1389.

Un commando de serbes d'origine bosniaque s'est constitué. Il va opérer sur le cortège officiel et un premier attentat a lieu le matin. La bombe lancée rate la voiture du couple archiducal, mais touche celle qui la suit. Il n'y a pas de morts mais plusieurs membres de l'escorte sont blessés.

Le couple arrive donc indemne à l'hôtel de ville pour y écouter les discours d'accueil dans une ambiance tendue.

Il est décidé que le programme de l'après-midi sera changé : l'archiduc veut se rendre à l'hôpital pour y rendre visite aux blessés de la matinée. Le cortège repart donc sur un itinéraire qui devrait être différent de celui qui a été annoncé. Mais le chauffeur de la voiture de tête se trompe et part dans la direction initialement prévue. On le lui signale et il s'arrête. L'ensemble des voitures s'immobilisent. À cette époque, elles n'ont pas de marche arrière. Il faut donc pousser la voiture de tête pour la remettre dans la bonne direction. Un des membres du commando profite de cet arrêt prolongé

pour tirer à bout portant sur le couple, très exposé dans sa voiture à la capote baissée, et les tue tous les deux.

Il est très probable que les autorités serbes aient averti Vienne du risque d'un attentat mais elles n'avaient donné aucune information précise. L'Autriche avait maintenu la visite ne voulant pas se laisser intimider par une menace dont la crédibilité n'était pas établie. Par la suite, tous les documents ont été détruits : le gouvernement serbe ne voulait pas laisser entendre qu'il était au courant des projets d'attentat ; Vienne ne voulait pas qu'on sache qu'elle avait été prévenue des risques.

### **Le nationalisme serbe**

L'attentat est commis par des Serbes. Depuis des années s'est développé un nationalisme serbe qui entend regrouper dans une grande Serbie les minorités dispersées dans les différents États des Balkans, ainsi que le Kosovo, peuplé d'autres ethnies et de très peu de Serbes, mais « *cœur de la Serbie mythique* » (p. 366) à cause du champ des Merles. Le livre commence d'ailleurs par l'assassinat, en 1903, du roi et de la reine de Serbie, proches de l'Autriche, par des nationalistes de la Main noire.

Officiellement, le gouvernement serbe est pacifique et plein de bonne volonté. Il est en réalité gangrené par des organisations ultra-nationalistes et terroristes qui entretiennent l'agitation dans tous les pays voisins où existe une minorité serbe. Il laisse faire, s'il n'encourage pas, tout en expliquant qu'il n'est en rien impliqué. Diplomatiquement, il joue sur les deux registres : modération comme position officielle et ultranationalisme encouragé en sous-main.

L'agitation dans les Balkans est entretenue par l'idée, qui s'impose progressivement, selon laquelle l'empire ottoman, mais aussi la double monarchie austro-hongroise, sont des survivances du passé appelées à disparaître. Quelques années auparavant, la Serbie et la Bulgarie se sont mises d'accord pour agresser le premier. À la surprise générale, leurs deux armées ont enfoncé facilement les défenses turques et l'armée bulgare est même arrivée à quelques kilomètres d'Istanbul. Les Russes, qui sont obsédés par les détroits, ont pesé de toutes leurs forces pour qu'elle se retire. De son côté, l'empire austro-hongrois fonctionne sur un compromis : Vienne domine en laissant la Hongrie relativement autonome, avec son gouvernement et son parlement, et la laisse dominer les autres minorités à l'est. C'est ce compromis que l'archiduc pourrait remettre en cause, en donnant plus d'autonomie aux nationalités, notamment vis-à-vis des Hongrois. Vienne rayonne dans le monde entier avec Mahler, Klimt, Freud, Mach, Loos et tant d'autres. Mais peu à peu s'impose dans les esprits l'idée que l'empire et la double monarchie reposent sur un équilibre instable qui va inéluctablement conduire à une disparition à plus ou moins long terme. Cette idée va jouer un grand rôle dans la crise qui se noue. Les autorités de Vienne elles-mêmes doutent et sur-réagissent précisément parce qu'elles ont intériorisé leur faiblesse supposée. Le nationalisme serbe se développe dans cette atmosphère : il semble être l'incarnation de la modernité face à deux vieux empires fissurés et en sursis.

### **Les fonctionnements politiques**

Comme à chaque fois qu'une crise survient, l'histoire est racontée en se fondant sur des personnalizations : l'Allemagne, la France, l'Autriche-Hongrie, pensent et agissent de telle et telle manière. Une des vertus du livre est de montrer la complexité des situations.



*Le camp à Arles,  
Charles Camoin (1901)*

Trois des belligérants sont des empires. Interpréter ce qui s'y passe est difficile. L'Allemagne est un État en apparence démocratique dans lequel on trouve un parlement et un chancelier. En principe, le pouvoir réside entre les mains de ce dernier. Mais il y a aussi un empereur. Il devrait régner et ne pas gouverner. Le chancelier peut l'empêcher de parler et d'agir. Dans la réalité, l'empereur parle, communique, a des entretiens en tête-à-tête avec certains des ministres, avec les militaires et les autres chefs d'État. Analyser la structure du pouvoir en Allemagne est donc délicat. Il en est de même en Russie et en Autriche-Hongrie.

En France, les ministres des affaires étrangères (comme les autres) ne restent guère en poste plus de six mois en moyenne et ne sont généralement pas des spécialistes du domaine. Les ambassadeurs et la

hiérarchie du quai d'Orsay conduisent donc en grande partie la politique étrangère. Ils savent que les ministres qu'ils ont en face d'eux ne seront très probablement plus là dans trois mois et ils ne s'en soucient donc guère. Le président de la République n'a pas vraiment de pouvoir mais il peut lui aussi jouer un rôle face à un président du Conseil en sursis constant. Poincaré aura cette responsabilité au moment du déclenchement du conflit. Il pèsera fortement sur les décisions qui vont être prises par la France alors que, dans la constitution de la Troisième République, il est là pour inaugurer les chrysanthèmes et rien de plus.

En Angleterre, le roi n'a pas de poids politique non plus. Sauf que la situation est assez particulière. Le roi d'Angleterre, George V, l'empereur d'Allemagne Guillaume II, et la tsarine sont tous trois des petits-enfants de la reine Victoria. La mère du roi d'Angleterre et celle du tsar sont sœurs. La grand-tante du Kaiser est la grand-mère du tsar. Tous ces souverains appartiennent à la même famille, se connaissent, se rencontrent, parlent entre eux et évoquent bien évidemment la situation politique de l'Europe, même si ce sont formellement leurs gouvernements qui prennent les décisions. La présence de souverains dans nombre de pays, qui ont accès à toute l'information, vers qui tout le monde se tourne naturellement alors même qu'ils ne sont pas censés avoir des responsabilités claires, est un grand facteur de déstabilisation.

La situation de la Grande-Bretagne est particulière. Le ministre des affaires étrangères est Sir Edward Grey<sup>2</sup>. Il restera en poste de 1905 à 1916, alors que la France connaîtra quinze ministres des affaires étrangères dans la même période. Il a la confiance de son Premier Ministre et le roi George V n'intervient pas. C'est l'un des personnages clefs de la période. Il est à la tête d'un groupe dont l'idée principale est de contrer la menace allemande en Europe. Mais la majorité des membres de son parti, et même du cabinet, ne partagent pas cette vision. Grey distingue donc ses prises de position publiques et privées. En public, il expliquera au début que la Grande-Bretagne n'a pas d'intérêts dans les Balkans et n'entrera pas dans un conflit austro-serbe. En privé, sans consulter le cabinet ni même le Premier Ministre, il assure les dirigeants français que la Grande-Bretagne se rangera à leurs côtés si un conflit survient avec l'Allemagne. De son côté, l'Allemagne, tablant sur ses déclarations publiques, pense que la Grande-Bretagne se tiendra en dehors d'un

2. Il reste moins connu que son arrière-grand-oncle, qui donna son nom à un thé, l'Earl Grey. Comme on va le voir, il a pourtant joué un rôle décisif dans les événements de l'été 1914.

conflit qui interviendrait entre elle-même et l'alliance franco-russe. Cette disjonction entre ce qui se passe en public, ce qui est connu du public, et ce qui se dit dans des négociations secrètes est caractéristique de la période et crée une grave instabilité.

Les gouvernements jouent d'ailleurs avec la presse. Certains articles, tout le monde le sait, sont directement inspirés par les plus hautes autorités des États concernés et peuvent jouer le rôle de ballons d'essai. Parfois les gouvernements se prétendent au contraire entraînés par leur opinion publique qu'ils se disent obligés de « suivre ». En même temps, c'est en partie par crainte de la presse que les négociations diplomatiques se déroulent dans le plus grand secret.

Un point est essentiel dans la gestion de la crise : la solidarité gouvernementale et le pouvoir hiérarchique des présidents du conseil ou chanceliers n'existent pas. Chaque ministre se sent en charge de son ministère, pas de la politique globale. Un problème particulier existe au niveau des militaires. Le chancelier allemand n'a pas grande autorité sur les militaires allemands qui discutent directement avec le Kaiser : « *Le Kaiser mène une politique, le chancelier une autre, et le chef d'état-major propose ses propres solutions* », résume un contemporain (p. 319). La situation la plus obscure est en Italie : personne ne sait qui a autorité sur l'armée, du roi, du ministre de la guerre ou du chef d'état-major. De même, le président du conseil français est très peu tenu au courant des sujets diplomatiques et militaires qui se traitent en grande partie en dehors de lui. Les militaires français et anglais ont des discussions « techniques » qui se passent largement en dehors des autorités civiles alors qu'elles ont des implications politiques cruciales (la coordination entre un corps expéditionnaire anglais qui viendrait sur le continent et l'armée française dans des opérations contre l'Allemagne).

La confusion généralisée encourage tous les acteurs politiques – ministres, fonctionnaires, hauts gradés et experts – à se croire autorisés à faire entendre leur voix dans le débat, mais sans se sentir personnellement responsables des décisions qui seront prises. (p. 269)

Tout dépend donc de la personnalité du président du conseil ou du chancelier et de son poids politique. S'il est énergique et s'il a du soutien (et du temps...), il peut s'imposer face aux ministres, au souverain ou au président de la République, et face aux services (diplomatiques et militaires). C'est ainsi que Joseph Caillaux a réglé la crise d'Agadir en 1911, qui aurait pu conduire à une guerre au moins franco-allemande, et très probablement plus large. C'est en grande partie l'intransigeance des services du quai d'Orsay qui avait conduit à la crise. Président du Conseil, Caillaux prend les choses en main en court-circuitant le Quai et son ministre des affaires étrangères et en traitant directement avec l'Allemagne, *via* l'ambassadeur de France à Berlin et l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Si le Président du Conseil ou le Chancelier est faible, à l'inverse, les ministres traitent directement avec le Président de la République, le Kaiser ou le tsar, et/ou les services prennent quant à eux le pas en définissant la politique suivie en dehors des ministres.

Ce genre de situation floue produit des tensions psychologiques extrêmement fortes. Au moment de la crise, le président de la République française, Raymond Poincaré et le président du Conseil, René Viviani, sont en Russie. Viviani est un socialiste, pacifiste. Poincaré est un tenant de l'alliance franco-russe dans la perspective d'une guerre avec l'Allemagne, alliance que l'ambassadeur de France Michel Paléologue a travaillé à mettre en place. Il sait exactement où il va. Viviani n'est pas en phase avec lui, mais il ne dispose pas de toutes les informations venant du quai d'Orsay ou



3. Clarke note que les nerfs d'un certain nombre de responsables politiques, dans les différents pays impliqués, vont lâcher dans ce moment d'extrême tension internationale. Les protagonistes sont des êtres humains, avec leurs faiblesses, ce qui est une réalité à garder à l'esprit et qui est porteuse d'inquiétude. Certains, qui étaient plutôt hostiles aux options militaires et de tempérament modéré, vont adopter brusquement des comportements ultranationalistes et martiaux étrangers à leur caractère habituel, précisément parce qu'ils sont au bord de l'effondrement psychologique et que leur réponse est : montrer de la fermeté, ne surtout pas donner l'impression qu'ils sont au bord de craquer, ni à leurs collègues et « amis », ni aux autres pays. C'est le cas du ministre des affaires étrangères autrichien, Leopold von Berchtold, qui, de modéré, se transforme en faucon après l'attentat. Clarke parle d'une crise de la masculinité (pp. 507-511).

des militaires. Il devrait s'imposer mais il se sent en réalité dépassé par les événements et entre dans une crise psychologique inquiétante (le 22 juillet, lors du déjeuner avec le tsar, il est incapable de répondre à la moindre question ; l'après-midi, il se tient à l'écart, parle tout seul et puis se met à crier ; on fait savoir qu'il se sent mal et on l'oblige à se retirer dans sa chambre).<sup>3</sup>

En résumé :

[...] dans l'Europe des années 1903-1914, la réalité est encore plus complexe que ce que le modèle « international » laisse à penser. Interventions intempestives des souverains, relations ambiguës entre civils et militaires, rivalités entre politiciens au sein de systèmes caractérisés par l'absence de solidarité interministérielle ou intergouvernementale, sans compter l'agitation entretenue des journaux critiques sur fond de crises et de tensions suscitées par les questions de sécurité nationale : ces années sont une période d'incertitude sans précédent dans toute l'histoire des relations internationales. (p. 344)

### Les alliances

La vision que nous avons du déclenchement du premier conflit mondial est celle d'une mécanique inexorable d'alliances, cristallisées en deux blocs, qui une fois mises en branle entraînent l'entrée en guerre de toutes les puissances en quelques jours. La réalité est très différente.

L'attentat vient d'avoir lieu. Plusieurs équipes de terroristes étaient présentes sur les lieux, dont une équipe de quasi-amateurs qui était là comme un leurre. La première question est : ces terroristes sont venus de Serbie, ils ont été équipés et ont passé la frontière ; sont-ils en relation avec le gouvernement serbe ? Nous savons aujourd'hui que le complot a effectivement été organisé par une organisation, la Main noire, dont les ramifications remontent très près du pouvoir serbe. À l'époque, on n'a pas les éléments factuels qui permettraient de savoir s'il s'agit de quelques illuminés isolés ou d'une émanation, plus ou moins lointaine, de Belgrade. Que doit faire l'Autriche ? Très rapidement s'instaure chez elle l'idée qu'elle doit imposer sa loi à la Serbie, sous peine de disparaître. Les modérés d'hier, comme on l'a vu de Berchtold, deviennent des faucons, sous l'impulsion du chef d'état-major, celui-là même que l'archiduc voulait écarter. Mais le premier problème est que l'Autriche n'est pas l'Autriche, mais l'Autriche-Hongrie, une double monarchie. Or, les Hongrois sont très jaloux de leur autonomie. Ils tendent à s'opposer, spontanément, à toute politique que Vienne veut adopter. Par ailleurs, la Serbie n'est pas leur problème et le fait que l'Autriche veuille ajouter de nouveaux Slaves à l'empire leur paraît devoir créer plus de problèmes qu'en résoudre. La Hongrie est donc en faveur d'une négociation avec la Serbie et hostile à toute politique agressive de la part de Vienne. Il va falloir la retourner et cela va prendre du temps. Les Hongrois ne vont accepter de s'aligner sur la politique autrichienne que parce qu'ils s'inquiètent des rapports avec la Roumanie du fait de son occupation de la Transylvanie et qu'ils finissent par se persuader qu'une politique serbe expansionniste qui ne serait pas stoppée pourrait être un modèle pour la Roumanie et générer un problème indirect en Transylvanie. L'Autriche a donc dû mener une première négociation avec le gouvernement hongrois, ce qui a pris du temps. Or, une réaction très rapide à l'égard de la Serbie aurait peut-être permis de limiter le conflit à une opposition Autriche-Serbie. Par ailleurs, les Hongrois n'acceptent de soutenir l'Autriche que si l'Allemagne se déclare solidaire de l'Autriche. Vienne doit donc aussi négocier avec l'Allemagne. Et, dans ces négociations, rien de mécanique. L'Allemagne, notamment en la personne de Guillaume II, n'est pas

prête à entrer dans une guerre pour l'affaire serbe. Elle peut donc parfaitement, si elle le décide, freiner les ardeurs de Vienne, ce qu'elle a déjà fait dans des crises passées. Ce qui la préoccupe est l'attitude de la Russie : elle se sentait en confiance, disposant d'une supériorité militaire face à une Russie affaiblie par une suite de déboires, dont la défaite contre le Japon. Or, des études montrent que la Russie est en train de moderniser son armée et qu'à l'horizon de 1916, il se pourrait qu'elle prenne l'ascendant sur l'Allemagne.

Or, pour la Russie justement, une fois l'ultimatum envoyé par Vienne à la Serbie, la question est : faut-il expliquer à la Serbie qu'elle doit accepter les conditions imposées par Vienne, quitte à les atténuer par la négociation, ou faut-il l'inciter à les refuser ? La situation en Russie est très compliquée. Le Premier Ministre est faible, la structure du pouvoir mouvante, les militaires vont avoir un poids décisif. La marine est préoccupée par le fait que l'empire ottoman va, dans les prochains mois, toucher deux cuirassés qui vont lui donner une supériorité navale en mer Noire. Ce qui résulte des conseils des ministres, dominés par le ministre de l'agriculture qui normalement n'a aucune compétence militaire et diplomatique, est une décision fondamentale, et en grande partie inexplicable, celle de la mobilisation générale. L'Autriche-Hongrie avait mobilisé contre la Serbie uniquement. Pour des raisons encore une fois difficilement explicables, sans doute de logistique militaire, la mobilisation russe est générale et se fait donc face à l'Autriche mais aussi face à l'Allemagne. C'est elle qui va « obliger » les Allemands à réagir et à décréter « l'état de danger de guerre ».

Passons maintenant à la France. Il existe une alliance franco-russe. Mais celle-ci est assez fragile. Des contacts ont eu lieu entre le Kaiser et le tsar, qui auraient pu conduire à une réconciliation entre Russie et Allemagne. Or l'alliance franco-russe est tournée, du point de vue français, contre l'Allemagne qui est l'obsession de la France. L'alliance prévoit clairement que si l'Allemagne et son allié autrichien attaquaient la France alors la Russie interviendrait, et réciproquement. Mais l'alliance ne semble pas concerner un problème dans les Balkans. Si la Russie participe au déclenchement d'une guerre dans cette région de l'Europe, en quoi la France devrait-elle l'appuyer ? C'est Poincaré qui va changer les choses. Pour lui, l'alliance avec la Russie est absolument centrale dans la perspective d'une éventuelle guerre franco-allemande. Or, il perçoit la Russie comme tentée par une politique autonome. Il estime donc qu'il faut que la France la soutienne en tout dans sa politique, y compris dans les Balkans. Cette politique est positive au sens où elle ancre la Russie dans l'alliance avec la France, alors même que la France est incapable de faire face à l'Allemagne si elle se retrouve seule. Mais elle est extrêmement dangereuse, sachant le caractère aventureux de la politique serbe.

Au printemps 1914, l'alliance franco-russe a installé un mécanisme de mise à feu géopolitique le long de la frontière austro-serbe. L'Alliance a lié la politique de défense de trois des plus grandes puissances mondiales – France, Russie et Grande-Bretagne – aux fortunes incertaines de la région la plus violente et instable d'Europe. (p. 496)

L'Angleterre est un acteur clé, peut-être l'acteur clé. Elle pourrait sans doute, comme elle l'a fait dans le passé, gérer la crise en ramenant tout le monde à la raison. Mais elle reste la grande inconnue pour tous les autres protagonistes. C'est l'effet de l'attitude de Grey qui dit une chose en public, et son contraire dans les négociations secrètes avec la France. L'Angleterre est liée à la France par une entente (cordiale) et non par une alliance. Si l'Allemagne attaquait la France, il est probable qu'elle interviendrait, cela chacun des acteurs l'anticipe. Mais la situation de l'été 1914 est

différente. Officiellement, la Grande-Bretagne n'entend pas intervenir aux côtés de la France et de la Russie dans le cadre d'une guerre qui concerne les Balkans. Guillaume II est d'ailleurs assez confiant sur le fait qu'elle ne le fera pas. Mais en privé, on l'a vu, Grey donne de quasi-assurances à la France, de son propre chef et sans en référer à ses collègues et à son Premier Ministre, qui encouragent la France à adopter une posture belliqueuse. Au final, comment la position de l'Angleterre va-t-elle se décider ?

L'Allemagne va être confrontée à une guerre sur deux fronts, à l'ouest et à l'est. Le plan Schlieffen, mis au point en 1905, prévoit d'écraser la France en quelques semaines pour que l'armée allemande puisse ensuite se tourner vers l'est. Cela suppose d'encercler l'armée française qui va se concentrer sur la frontière franco-allemande, donc de la contourner. La seule solution pour ce faire est de passer par la Belgique. C'est ce que prévoit l'état-major allemand. En un sens, tout le monde s'attend à cette invasion nécessitée par des considérations stratégiques. Joffre avait d'ailleurs proposé de son côté la même manœuvre pour l'armée française<sup>4</sup>. Les Anglais ont en fait tracé implicitement une limite : si l'armée allemande reste au sud de la Belgique, sur Sambre et Meuse, sans s'approcher d'Anvers et des bouches de l'Escaut, ils laisseront faire et considéreront la chose comme regrettable mais sans qu'elle constitue un *casus belli*. Si les Allemands étaient entrés en Belgique sans déclaration de guerre, en prévenant qu'ils ne faisaient que passer dans le seul but de battre la France et en proposant des dédommagements pour les dégâts entraînés, l'Angleterre n'aurait pas eu de raison décisive d'intervenir. Même Churchill est sur cette ligne à l'époque. Mais l'Allemagne va alors commettre une erreur dramatique. Elle veut faire les choses dans les formes et adresse un ultimatum à la Belgique, lui demandant de laisser passer ses troupes. Les politiques allemands espèrent qu'un accord sera trouvé entre les deux pays, étant donnée l'asymétrie de puissance, et que, du coup, cela permettra de maintenir l'Angleterre à l'écart du conflit<sup>5</sup>. Mais le calcul est absurde : la Belgique ne peut que refuser. Le pays tout entier se dresse contre l'ultimatum, même sachant qu'il va se faire piétiner. L'Allemagne est alors obligée de déclarer la guerre à la Belgique et elle l'envahit, écrasant les défenses belges, héroïques certes, mais bien trop faibles pour arrêter l'armée allemande. Dès lors, la question ne se pose plus : la Grande-Bretagne rejoint l'alliance franco-russe.

Certes, les alliances ont joué. Mais pas de la manière mécanique dont le processus a souvent été présenté. D'une part, en un sens, c'est la fragilité des alliances qui a poussé les acteurs en avant. La France n'a pas de réelle raison de soutenir la Russie dans une affaire qui touche les Balkans. Mais Poincaré pense qu'il faut le faire, sinon l'alliance risque d'en pâtir et la France de se retrouver seule face à l'Allemagne. D'autre part, il était sans doute possible aux acteurs de désamorcer le processus : l'Allemagne aurait pu faire pression sur l'Autriche et ne l'a pas fait (l'Autriche avait intériorisé le fait qu'elle ne pouvait rien faire sans l'appui de l'Allemagne, exigé d'ailleurs par les Hongrois) ; la France aurait pu faire pression sur la Russie, et cela n'a pas été le cas.

L'auteur se livre à un exercice de contrefactuel (pp. 515-516). La dynamique qui semblait se dessiner juste avant l'été 1914 se caractérisait par la détente entre puissances et une dissolution probable des blocs (l'entente anglo-russe devait être renouvelée en 1915 et ne l'aurait sans doute pas été ; l'entente franco-russe était fragile ; un rapprochement anglo-allemand se dessinait ; même entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, des accords étaient en train d'intervenir ; surtout, aucune puissance n'envisageait une guerre d'agression (même l'Allemagne dont les militaires

4. Pour le coup, Poincaré s'était imposé en refusant cette éventualité pour des raisons diplomatiques : celui qui envahit la Belgique sera considéré par toute la communauté internationale comme l'agresseur. Poincaré a parfaitement compris cette situation et il a établi en France l'ascendant du politique sur les considérations purement militaires.

5. Pour faciliter l'accord, le chancelier allemand, dans une première version de l'ultimatum, avait proposé à la Belgique des compensations territoriales prises sur la France ! À la dernière minute, cette clause a été retirée. Clarke note (p. 763) que le fait qu'elle ait pu être envisagée, et n'ait été supprimée qu'à la dernière minute, en dit long sur l'état de la réflexion politique des responsables allemands dans une période d'extrême tension...



agitaient l'idée mais sans être suivis par les politiques). Deux facteurs ont donc joué : le gouvernement serbe n'a pas maîtrisé ses ultra-nationalistes qui pouvaient créer l'étincelle ; Poincaré – dont on peut penser que la position se serait affaiblie au fil du temps – a installé un détonateur à la frontière austro-serbe de peur que les Russes ne soient tentés par des alliances autres qu'avec la France. À l'été 1914, l'étincelle est intervenue et le détonateur a joué. Si l'Allemagne n'avait pas fait l'erreur d'adresser un ultimatum à la Belgique, l'Angleterre ne serait peut-être quant à elle pas entrée en guerre.

### D'autres facteurs

Dans l'analyse de ce qui se passe à l'été 1914, quatre autres facteurs apparaissent essentiels : le nationalisme, les budgets militaires, les reconstructions fictives du passé et la gestion des crises antérieures.

Tout est venu du nationalisme serbe (il sera une nouvelle fois impliqué dans les guerres qui, à la fin du <sup>xx</sup>e siècle, suivront la dislocation de la Yougoslavie). Mais l'ensemble des pays a vu se développer le phénomène, y compris chez des sujets chez lesquels on ne s'attendait pas à le trouver comme en témoigne cette déclaration faite le 29 juillet, alors que la guerre vient de commencer avec la Serbie :

Pour la première fois depuis trente ans, je me sens autrichien et désire donner une seconde chance à cet empire dans lequel je ne plaçais que peu d'espoirs. Toute ma libido est offerte à l'Autriche-Hongrie. (p. 656)

Cette citation étonnante est de Sigmund Freud (Jones, 1953-1957, p. 192). C'est dire que le nationalisme a gangrené les esprits, y compris les meilleurs.

Les politiques d'armement ont constitué un facteur aggravant de la situation. On a beaucoup parlé de la rivalité navale entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. On a également vu que, dans l'élaboration de la décision de la mobilisation par la Russie, la livraison de deux cuirassés à l'empire ottoman avait joué un rôle. Chaque fois qu'un pays prend une décision de réarmement, ou de prolongement du service militaire, il estime le faire de manière purement défensive. Et chaque fois, il accroît le sentiment d'insécurité des autres pays qui, eux aussi, pour des raisons toujours défensives, vont alors surenchérir. Cette situation a été théorisée sous le vocable de dilemme de la sécurité (Herz, 1950 ; Snyder, 1985).

Le nationalisme, les budgets d'armement qui lui sont liés, ont été mis en discours, en histoires. Clarke souligne le rôle joué par certaines histoires, mises au point par les politiques et les journaux, lors de la crise.

Chacun des acteurs clés de cette histoire passait le monde au crible de tels récits bâtis sur des fragments de réalité amalgamés entre eux par des peurs, des procès d'intention, des intérêts déguisés en principes. En Autriche, l'histoire de ces jeunes hors-la-loi régicides usant la patience de leur vénérable voisin par leurs provocations incessantes a interféré



Le sergent du régiment colonial, Albert Marquet (1906-1907)

avec une évaluation objective de la manière de gérer les relations avec les Serbes. En Serbie, les fantasmes de victimisation et d'oppression de la part d'un empire des Habsbourg cupide et tout-puissant ont eu le même effet, de façon inverse. En Allemagne, la sombre vision d'un avenir d'invasions et les craintes de partition ont pesé sur toutes les décisions de l'été 1914. Et la saga des prétendues humiliations à répétition infligées par les puissances centrales à la Russie a eu sur ce pays un impact similaire : déformer le passé et simplifier la situation présente. Mais le plus influent de ces récits a été la description, répétée à l'envi par tous les protagonistes, de l'inéluctable déclin historique de l'Autriche-Hongrie : après avoir progressivement remplacé une ancienne série de présupposés qui faisaient de l'Autriche le pivot de la stabilité en Europe centrale et orientale, ce récit imaginaire a levé les inhibitions qui retenaient les ennemis de Vienne en sapant l'idée que la Double Monarchie, comme toutes les autres grandes puissances, avait des intérêts propres qu'elle était en droit de défendre avec détermination. (p. 775)

Au lendemain de l'attentat, les Russes reconstruisent son histoire, qui est celle que les autres pays de l'alliance, France et Grande-Bretagne, vont adopter. Ce récit va jouer un rôle fondamental.

Quoiqu'il en soit, il est déjà clair que ni Paris ni Londres n'ont l'intention de remettre en question la version russe des événements : un despote impopulaire et belliciste a été éliminé par des citoyens de son propre pays, poussés au désespoir par des années d'humiliation et de mauvais traitements. Et maintenant, bien que sur le point de s'effondrer mais censément avide de conquête, le régime corrompu que ce personnage a incarné veut faire porter la responsabilité de sa mort à son voisin slave, innocent et pacifique. Raconter l'attentat de Sarajevo de la sorte ne revient pas en soi à formuler la décision d'entrer en guerre. Mais ce récit prépare la voie à une intervention militaire russe en cas de conflit austro-serbe. Le scénario balkanique est devenu hautement probable. (p. 578)

Comme le souligne l'auteur,

Le pouvoir de ces reconstructions fictives ne doit pas être sous-estimé. (p. 489)

Il explique en partie le titre du livre, en anglais *The sleepwalkers*. Nous y reviendrons. Mais il faut aborder le quatrième facteur : la gestion des crises passées.

La période qui précède immédiatement 1914 est en effet une période de relative détente on l'a vu. Plusieurs crises très graves ont été désamorçées avec succès, dont celle d'Agadir en 1911. Or,

[La détente] peut augmenter le niveau de risque en faisant perdre aux acteurs clés la conscience du danger. La conférence des ambassadeurs à Londres, dont l'organisation est en grande partie portée au crédit de Grey, le convainc de pouvoir résoudre les crises et sauver la paix, une illusion qui l'empêchera de réagir à temps aux événements de juillet 1914. De la détente anglo-germanique, Grey déduit que l'Allemagne continuera à brider son allié autrichien, quoiqu'il arrive. (p. 460)

Cette relative détente qui a précédé le déclenchement de la guerre a entraîné une sous-évaluation générale des risques à l'été 1914.

[...] les périodes de détente si caractéristiques d'avant-guerre ont une conséquence paradoxale : en faisant reculer l'éventualité d'une guerre continentale, elles encouragent les décideurs à sous-évaluer les risques de leurs interventions. (p. 516)

## Les somnambules

Revenons sur le titre du livre. Il est explicité dans sa dernière phrase :

Les protagonistes de 1914 étaient des somnambules qui regardaient sans voir, hantés par leurs songes mais aveugles à la réalité des horreurs qu'ils étaient sur le point de faire naître dans le monde. (p. 781)

Mais cette phrase, trop littéraire, est la seule du livre à être un peu vague. En réalité, l'expression « somnambules » fait référence à quelque chose de plus précis (et inquiétant) : chaque acteur se voit lui-même comme déterminé par le comportement des autres, alors que ces mêmes autres lui apparaissent libres de leur décision. Chacun estime qu'il n'a pas d'autre choix que d'agir comme il le fait, les autres portant la responsabilité de la situation. Aucun des acteurs n'a l'impression qu'il est en train de jouer un rôle actif dans le déclenchement d'une guerre aux conséquences difficiles à évaluer :

Ici à nouveau, nous retrouvons la conviction partagée par tant d'acteurs de cette crise qui considèrent agir sous la pression d'irrésistibles contraintes extérieures tout en faisant reposer la responsabilité de choisir entre la guerre et la paix sur les épaules de leurs adversaires. (p. 723)

Le cas le plus frappant est celui de Guillaume II. Après-guerre, les puissances victorieuses vont considérer que l'Allemagne est clairement l'agresseur, du fait de l'ultimatum adressé à la Belgique et de son invasion. Or, pour les Allemands, l'interprétation est différente. Apprenant la mobilisation générale russe, le ministre de la Guerre, Falkenhayn, va voir le Kaiser et lui demande de décréter « l'état de danger de guerre ». Or, Guillaume II hésite, tergiverse, refuse dans un premier temps. Falkenhayn doit en réalité lui arracher la décision et l'empereur n'accepte finalement qu'une fois qu'il s'est persuadé lui-même que cette réponse est rendue nécessaire par la décision prise par les Russes.

L'après-midi, le souverain a recouvré son sang froid, principalement parce qu'il s'est convaincu lui-même qu'il agit désormais sous la contrainte extérieure – conviction fondamentale, partagée par presque tous les acteurs de la crise de juillet. En présence de son ministre de la Guerre, Guillaume II fait un point de la situation, rejetant l'intégralité de la responsabilité du conflit sur la Russie. (p. 733)

Cette conviction qui anime les décideurs est largement partagée par les peuples. Les gouvernements craignent des soulèvements possibles à l'annonce de la guerre ou une grève générale, notamment de la part des partis socialistes très attachés à l'internationalisme. Il n'y a pas d'enthousiasme chez les mobilisés, mais pas d'opposition forte non plus.

Presque partout, les hommes rallient avec plus ou moins de bonne volonté leur point de rassemblement. Cette volonté de servir n'est pas une manifestation d'enthousiasme, mais une forme de patriotisme défensif, car l'étiologie du conflit a été si complexe et si étrange qu'elle permet aux soldats et aux citoyens de chaque pays de se convaincre qu'ils combattent dans une guerre défensive, que leur pays a été attaqué ou provoqué par un ennemi déterminé, et que leur gouvernement a tout tenté pour préserver la paix. (p. 769)

## Conclusion

L'occasion de lire un très grand livre est rarement offerte. Celui-ci en est un. Méthodologiquement, il s'agit d'un modèle d'approche compréhensive (Dumez, 2016) en ce qu'il s'agit d'analyser des acteurs dans toute la complexité de la situation d'interaction.

Il ne s'agit pas ici, à l'inverse de la crise des missiles de Cuba en 1962, de reconstruire les ratiocinations de deux superpuissances passant en revue toutes leurs options, mais de comprendre un feu roulant d'interactions entre des structures exécutives qui déchiffrent relativement mal les intentions de leurs adversaires, et qui n'opèrent pas dans un climat de confiance mais d'hostilité et de paranoïa, y compris entre partenaires d'une même alliance. (p. 346)

La comparaison est ici intéressante : la crise des missiles de Cuba opposait deux grandes puissances et elle restait de ce point de vue (quoique complexe dans le détail) relativement simple. Lors d'une crise de la gravité de celle de l'été 1914, dans un monde multipolaire caractérisé par la prolifération nucléaire, que pourrait-il se passer ? C'est en quoi le livre de Christopher Clarke a des résonances inquiétantes.

Valéry ne supportait pas que l'on évoquât d'éventuelles leçons tirées de l'histoire. Chaque événement est radicalement singulier dans sa nouveauté, comme l'a été précisément l'été 1914. Il est pourtant tentant de faire des parallèles. Les nationalismes sont en train de se recréer en Europe. Jamais, concernant le projet européen né des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, les reconstructions fictives n'ont été aussi nombreuses et lamentables (les hommes politiques européens, notamment français – mais on l'a vu également au moment de la campagne du Brexit, britanniques – ont pris l'habitude de véhiculer des histoires selon lesquelles tout ce qui va mal dans leur pays est imputable à l'Union, selon lesquelles cette dernière est incapable de traiter quelque problème que ce soit – alors que ce sont ces mêmes hommes politiques qui l'empêchent de mettre en place des politiques efficaces –, et qu'elle ne s'occupe que de futilités – le calibrage des concombres). Ces histoires minent la construction européenne en relançant en parallèle les nationalismes. Si s'instaurait peu à peu l'idée que l'Union est fragile et destinée à disparaître inéluctablement, comme s'était instaurée celle du déclin inéluctable de la Double Monarchie, l'avenir européen apparaîtrait singulièrement sombre. Encore une fois : « *le pouvoir de ces reconstructions fictives ne doit pas être sous-estimé* » (p. 489) ■

## Références

- Clark Christopher (2015) *Les somnambules. Été 1914. Comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris Flammarion Champs Histoire [trad. franç. de : *The sleepwalkers: How Europe went to war in 1914* (2012), London, Allen Lane].
- Dumez Hervé (2016, 2<sup>e</sup> édition augmentée) *Méthodologie de la recherche qualitative*, Paris, Vuibert.
- Herz John (1950) "Idealist internationalism and the security dilemma", *World Politics*, vol. 2, n° 2, pp. 157-180.
- Jones Ernest (1953-1957) *Sigmund Freud: Life and Work. Volume 2*, London, Basic Books.
- Snyder Jack L. (1985) "Perceptions of the security dilemma in 1914", in Jervis Robert, Lebow Richard N. & Stein Janis G. [eds], *Psychology and deterrence*, London, Johns Hopkins University Press, pp. 153-179.